

CLARTÉ COURAGE CRÉATIVITÉ



une gauche conquérante pour redonner un espoir à la France

## **Les élus des territoires s'engagent avec Bertrand Delanoë pour redonner espoir et confiance aux Français**

Notre monde traverse une crise profonde. Ne nous voilons pas la face, cette crise va affecter le quotidien des Français, déjà durement atteints par le démantèlement de notre pacte républicain et territorial du fait de la politique gouvernementale.

« Où est le Parti socialiste ? », peut-on entendre de toutes parts. Il est vrai que le message du Parti Socialiste reste encore trop souvent inaudible dans les débats nationaux, et ce, en dépit de la confiance que les électeurs lui ont massivement accordée dans de nombreuses villes, régions et départements.

Elus socialistes, nous ne nous résignons pas à la fatalité d'une gauche qui innove et fait ses preuves sur le terrain, mais qui ne semble pas en mesure de proposer un projet crédible au pays. Il est temps de mettre fin à ce décalage. C'est tout l'enjeu du Congrès de Reims, qui se tiendra en novembre prochain. Et c'est la raison pour laquelle nous avons choisi de soutenir la motion présentée par Bertrand Delanoë.

Dans nos collectivités, dans l'hexagone comme en Outre-mer, nous luttons au quotidien contre l'aggravation des inégalités sociales causées par les « réformes » de la droite. Nous faisons face aux ravages provoqués par une politique qui affaiblit les collectivités locales, remet en cause les services publics et stigmatise certaines catégories de la population. Nous mesurons chaque jour, sur le terrain, l'ampleur de cette politique et son impact sur la vie de nos concitoyens. Et c'est sur la base de cet engagement que nous ressentons le véritable besoin d'une force de gauche audible et crédible.

Les orientations portées par la motion de Bertrand Delanoë apportent des réponses aux défis économiques, sociaux et environnementaux que nous devons relever. Il nous faut en effet bâtir un nouveau modèle de développement durable qui concilie croissance économique et justice sociale. Il importe de mettre en œuvre une nouvelle conception de la croissance, une politique industrielle au bénéfice de produits et technologies propres, une fiscalité écologique, et de donner la priorité à l'innovation, la recherche et la connaissance pour préparer l'avenir de la France et de l'Europe.

Dans cet esprit, nous souhaitons une réelle prise en compte des réalités territoriales et un véritable soutien aux collectivités locales. A ce titre, nous nous engageons pour une nouvelle étape de la décentralisation fondée sur la clarification des compétences, une plus forte autonomie fiscale et financière et un accès élargi à l'expérimentation. De cette manière, nous répondrons aux enjeux du développement local et de l'efficacité de l'action publique.

Notre choix, c'est également celui de la démocratie et du respect. Faisons le pari de l'intelligence collective. Car nous le savons bien ; pour être plus qu'un slogan, la démocratie participative doit se traduire concrètement dans les pratiques quotidiennes des responsables politiques.

C'est ce que fait Bertrand Delanoë à Paris, c'est ce que nous faisons dans nos collectivités, avec les associations, les conseils de quartier ou encore par le biais des comptes-rendus de mandat.

Impliquer concrètement les habitants à la prise de décision, leur rendre des comptes sur l'action : voilà les politiques qu'il convient d'adopter partout. Cette pratique de la démocratie doit irriguer notre parti. Replaçons le débat au cœur de toute prise de décision. Mais soulignons aussi que le Parti socialiste ne peut se payer le luxe de parler à plusieurs voix. Si la polyphonie est un gage de richesse démocratique, la cacophonie nous fait perdre toute crédibilité.

Notre choix, c'est enfin celui de la clarté. Nous présentons aux militants socialistes un réformisme assumé, des orientations clairement définies, une équipe cohérente et un chef d'équipe identifié. C'est une question de transparence ; chacun a le droit de savoir dès à présent qui est le candidat de notre motion au poste de premier secrétaire, et aucune raison tactique ne justifie d'éluder cette question. Chacun a le droit de se prononcer, aussi, sur le programme de travail détaillé et complet que nous avons établis. Des conventions thématiques permettront de remettre le parti au travail. Elles seront l'occasion de clarifier nos positions sur l'Europe, les services publics, le modèle de développement, l'égalité réelle, les droits et les devoirs de chacun, la politique internationale.

L'enjeu du Congrès de Reims est bel et bien de nous donner la force et les moyens de préparer les conditions d'une alternative politique en France. Pour qu'enfin, la gauche dotée d'un projet réformiste et européen, puisse à nouveau être en mesure de redonner espoir et confiance aux citoyens.

**Jean-Yves LE DRIAN, président du Conseil régional de Bretagne ; Pierre COHEN, maire de Toulouse ; Michel DESTOT, maire de Grenoble ; Roland RIES, maire de Strasbourg**

Gilbert ANNETTE, maire de Saint-Denis (La Réunion) ; Jean Claude ANTONINI, maire d'Angers ; Jean Marc AYRAULT, maire de Nantes ; Pierre BOURGUIGNON, Maire de Sotteville-les-Rouen ; Jean Claude BOULARD, maire du Mans, Jean-Paul BRET, Maire de Villeurbanne ; Jean-Yves CAULLET, maire d'Avallon ; Bernard CAZEAU, président du Conseil général de la Dordogne ; François CUILLANDRE, maire de Brest ; Frédéric CUVILLIER, maire de Boulogne-sur-Mer ; Jean-François DEBAT, maire de Bourg-en-Bresse ; Daniel DELAVEAU, maire de Rennes ; Laure DEROCHE, maire de Roanne ; Marie-Guite DUFAY, présidente du Conseil régional de Franche-Comté ; Michel DELEBARRE, Maire de Dunkerque ; Nicole FEIDT, maire de Toul ; Jean-Claude FRUTEAU, maire de Saint-Benoît (La Réunion) ; Jean GERMAIN, maire de Tours ; Serge GODARD, maire de Clermont Ferrand ; Dominique GROS, maire de Metz ; Claude HAUT, président du Conseil général du Vaucluse ; Pierre IZARD, président du Conseil général de Haute-Garonne ; Claudy LEBRETON, président du Conseil général des Côtes-d'Armor ; Catherine LOCKHART, Maire de Vendôme ; Victorin LUREL, président du Conseil régional de la Guadeloupe ; Philippe MADRELLE, président du Conseil général de la Gironde ; Louis-Joseph MANSCOUR, maire de la Trinité (Martinique) ; Alain MAURICE, maire de Valence ; Michel MOYRAND, maire de Périgueux ; François PATRIAT, président du Conseil régional de Bourgogne ; Marie-Françoise PEROL-DUMONT, présidente du Conseil général de la Haute-Vienne ; Bernard POIGNANT, maire de Quimper ; Alain ROUSSET Président de la région Aquitaine ; André VEZINHET, président du Conseil général de l'Hérault ; Maurice VINCENT, maire de Saint-Etienne